

COMMUNIQUÉ DES PERSONNELS DES BIBLIOTHÈQUES CAMPUS DU MIRAIL EN LUTTE

Plus de 40 agents de toutes catégories et de tous statuts (titulaires, contractuels, moniteurs étudiants), venu·e·s des Centres de Ressources et de la BUC, se sont réuni·e·s en Assemblée Générale le mercredi 15 janvier 2020.

Opposé·e·s au projet de contre-réforme des retraites proposés par le gouvernement d'Édouard Philippe, nous nous inscrivons pleinement dans [l'appel des personnels des bibliothèques en lutte](#), lancé à l'initiative de nos collègues de la Bibliothèque nationale de France (BnF) et de la Bibliothèque publique d'information (BPI), mobilisé·e·s depuis le 05 décembre 2019.

Au vue du rapport de force qui s'installe dans le pays, nous estimons plus que nécessaire de prendre une part entière et significative à la grève en cours. Face à l'urgence sociale et à la précarité qui s'annonce pour les futurs retraité.e.s, notre place est au côté des grévistes des autres secteurs en lutte et en grève.

Dans ce sens, l'Assemblée générale a voté :

- une demande à la direction du Service Commun de la Documentation que les bibliothèques du campus soient fermées les jours de mobilisation nationale, pour permettre à chaque agent, qu'il ou elle soit titulaire, contractuel·le ou moniteur.rice. étudiant·e, de prendre part à la mobilisation contre le projet gouvernemental.
- en dehors de ces journées nationales, les personnels grévistes expriment le souhait de ne pas être remplacés sur les postes en situation de service public. Nous demandons un respect du droit de grève complet de la part des différent·e·s responsables hiérarchiques (de bibliothèques, de départements, de services). Nous serons extrêmement vigilant.e.s à ce que des pressions ne s'exercent pas, notamment auprès de nos collègues les plus précaires (contractuel·le·s et moniteur.rice.s) pour remplacer collègues mobilisé.e.s .
- différentes actions se dérouleront sur le campus et ailleurs, pour donner de la visibilité à notre métier.

Pour assurer un service public de qualité auprès de nos usager.e.s et pour permettre à nos collègues de partir à la retraite avec des pensions dignes sans s'être usé·e·s au travail, mobilisons-nous contre cette réforme.